

SE RÉTABLIR DE LA COVID-19 : LES ARGUMENTS EN FAVEUR D'UN INVESTISSEMENT DANS LA GARDE D'ENFANTS RÉSUMÉ DE LA POLITIQUE



Se rétablir de la COVID-19 : les arguments en faveur d'un investissement dans la garde d'enfants

Avec les fermetures récurrentes d'écoles et de garderies, les foyers du monde entier ont connu une augmentation considérable du fardeau de la garde d'enfants, qui incombe en grande partie aux femmes et aux filles. Comment pouvons-nous reconstruire nos économies de manière à ne pas les abandonner ?

En 2020, le secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a déclaré que la pandémie mondiale « pourrait inverser les progrès limités qui ont été réalisés en matière d'égalité des genres et de droits des femmes » au cours des 25 dernières années. Avant même le début de la COVID-19, l'Organisation internationale du travail (OIT) avait mis en garde contre une grave « crise des soins », avec quelque 1,9 milliard d'enfants de moins de 15 ans – dont 800 millions d'enfants de moins de 6 ans – ayant besoin de soins.

La garde d'enfants doit être abordée dans le cadre des plans de relance après la COVID-19, à la fois pour faire progresser l'égalité des sexes et parce que cela a un sens sur le plan fiscal.

La COVID-19 a considérablement augmenté le temps que les femmes doivent consacrer à la garde d'enfants

Un sondage Ipsos réalisé dans 16 pays en octobre 2020 a révélé que le temps consacré par les femmes aux soins des enfants est passé de 26 à 31 heures par semaine - une augmentation de 19%.

En plus de réduire la charge induite en matière de soins, des services de garde d'enfants abordables et de qualité permettent aux mères de participer au marché du travail et créent des emplois pour les femmes dans le secteur des services de garde d'enfants.

Un examen récent des données disponibles montre que la pandémie a aggravé la crise en matière de services de garde et creusé les écarts entre les sexes. Il souligne le coût élevé de l'inaction, en mettant l'accent sur les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire (PRF-PRI), et propose des solutions aux gouvernements, aux donateurs et aux employeurs.

Le coût de l'inaction : inverser les progrès réalisés par les femmes

Les effets de la COVID-19 sur l'autonomisation économique des femmes peuvent être observés sur quatre axes principaux :

- La perturbation de l'éducation et de l'apprentissage précoce
- La menace existentielle qui pèse sur le secteur des services de garde d'enfants
- L'augmentation de la charge des soins ménagers
- La perte d'emploi et de revenus

L'UNESCO estime que 1,5 milliard d'enfants d'âge scolaire dans le monde ont été touchés par les fermetures d'écoles liées à la COVID-19. Simultanément, les exigences d'éloignement et d'hygiène, et le besoin d'équipements de protection individuelle ont augmenté les coûts des opérations de garde d'enfants, tandis que la demande a diminué en raison du confinement obligatoire et des craintes d'infection. Si les femmes et les hommes consacrent plus de temps à la garde d'enfants, la majeure partie de ce temps additionnel revient aux femmes et aux adolescentes, ce qui renforce les normes sexospécifique préexistantes. Les fermetures d'écoles creusent également les écarts entre les sexes en matière d'accès à l'éducation, car de plus en plus de filles perdent du temps d'étude pour s'occuper de leurs frères et sœurs. Beaucoup d'entre eux ne retourneront à >

Images de couverture:

(Haut): abukenya Mary 25 (D), tisse avec ses enfants et ses amies Sumayia (G) et Doreeka à Kampala, Uganda, le 18 février 2021. *Crédit photo: Sumy Sadurni*

(En bas à gauche): Sangam Devi (G), nourrit ses enfants, Ishika 3, et Aarush 5 (D). *Crédit photo: Mansi Midha*

(Below right): Elda Sidlabane 66 (G), aide le jeune Yamihla Lambatha 6 (D). *Crédit photo: Sam Reinders*

Se rétablir de la COVID-19: les arguments en faveur d'un investissement dans la garde d'enfants (a continué)

➤ l'école après la COVID-19 en raison de l'augmentation des niveaux de pauvreté, de l'entrée précoce sur le marché du travail, ou des mariages et grossesses précoces, comme on l'a vu après l'épidémie d'Ebola.

La COVID-19 a également entraîné des pertes d'emploi plus importantes pour les femmes que pour les hommes. Les enquêtes de l'OIT sur la main-d'oeuvre montrent une baisse significative de l'emploi au deuxième trimestre de 2020 par rapport à l'année précédente – avec un déclin plus marqué pour les femmes que pour les hommes dans la plupart des pays. Ce déclin peut être attribué au fait que davantage de femmes quittent leur emploi pour s'occuper de leurs enfants, et que les femmes sont plus susceptibles de travailler dans le commerce de détail et les services de restauration.

Le secteur des services de garde d'enfants, y compris les centres et les travailleurs domestiques

dans les maisons privées, est en grande partie féminin. Celles et ceux qui ont conservé leur emploi ont des heures de travail plus longues et sont plus vulnérables aux mauvais traitements des employeurs.

Dans l'ensemble, les personnes les plus touchées par la pandémie sont les travailleurs informels – principalement des femmes – dont le travail était déjà moins sûr, et dont les avantages et les protections pour amortir leur perte de revenus sont peu nombreux.

Pourtant, Amnesty International constate que les services de garde d'enfants et le travail non rémunéré restent absents des plans de relance et des mesures d'urgence annoncés. En effet, une nouvelle analyse d'Oxfam (2020) permet de constater que 84 % des prêts du Fonds Monétaire International liés à la COVID-19 encouragent, et dans certains cas obligent, les pays pauvres à adopter ➤

Recommandations pour faire face à la crise en matière de services de garde exacerbée par la COVID-19

Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soins non rémunéré		Récompenser le travail de soins rémunéré en favorisant l'augmentation de la quantité et de la qualité du travail dans le secteur de la garde d'enfants		Garantir la représentation des travailleurs du secteur de la garde d'enfants auprès des employeurs et de l'État
- Investir dans des services publics sexospécifiques - Rouvrir les écoles et les garderies en toute sécurité - Augmenter l'aide à la garde d'enfants pour les ménages - Modifier les normes sociales en matière de soins des enfants - Introduire ou élargir les politiques de congé pour raisons familiales et de santé - Accroître l'adoption par les employeurs de dispositions et de politiques favorables à la famille sur le lieu de travail - Collecter des données plus nombreuses et de meilleure qualité sur les soins des enfants		- Améliorer le financement public et privé du secteur des services de garde d'enfants - Améliorer le soutien aux travailleurs des centres de garde d'enfants - Améliorer le soutien aux travailleurs domestiques		- Favoriser le dialogue social avec les travailleurs du secteur de la garde d'enfants - Renforcer le droit à l'action collective et à la négociation dans le secteur de la garde d'enfants
Politiques de soins	Politiques macroéconomiques	Politiques de protection sociale	Politiques de l'emploi	Politiques de migration
Basé sur le cadre des « 5R des soins » de l'OIT (OIT, 2018)				

Se rétablir de la COVID-19: les arguments en faveur d'un investissement dans la garde d'enfants (a continué)

➤ des mesures d'austérité plus strictes, susceptibles de désavantager de manière disproportionnée les pauvres et les femmes, dont le travail de soins non rémunéré doit compenser le déficit d'accès aux services sociaux.

Que peut-on faire ?

Les solutions présentées ici s'inspirent des « 5R des soins » de l'OIT : reconnaître, réduire, et redistribuer le travail de soins non rémunéré, et augmenter les récompenses et la représentation des travailleurs rémunérés dans le domaine des soins. Bien que nombre de ces recommandations ne soient pas nouvelles, elles sont plus importantes que jamais à l'heure où les économies se remettent de la pandémie.

1. MESURES VISANT À RECONNAÎTRE, À RÉDUIRE ET À REDISTRIBUER LE TRAVAIL DE SOINS NON RÉMUNÉRÉ

■ Investir dans des services publics adaptés à la sexospécificité

Les familles passent moins de temps à s'occuper des enfants lorsqu'elles ont accès à des services publics tels que l'eau courante, les installations sanitaires, l'électricité et les transports, et qu'elles peuvent en assumer le coût. Durant la pandémie de COVID-19, les appels de longue date en faveur d'investissements dans ces services sont devenus encore plus pressants.

Exemples:

- En Afrique de l'Ouest, plusieurs gouvernements ont soit subventionné, soit entièrement pris en charge le coût des factures d'électricité et d'eau pour les ménages vulnérables et à faibles revenus.
- L'Argentine, la Bolivie, le Salvador et le Venezuela ont interdit que les services de base soient coupés pour défaut de paiement.

■ Réouvrir les écoles et les garderies en toute sécurité

Des mesures telles que la réduction de la taille des classes et la ventilation des salles de cours aident à la réouverture de ces établissements,

mais elles ont un coût, ce qui met en évidence la nécessité d'adopter des approches innovantes et lucratives fonctionnant dans le contexte des PRF-PRI.

Exemples:

- L'Afghanistan, le Brésil, le Liberia, les Philippines et le Sénégal ont simplifié les programmes scolaires et raccourci les périodes de vacances pour promouvoir l'éducation et l'apprentissage en continu.
- Les PRF-PRI d'Asie, d'Afrique et des Amériques ont adopté les SMS, les appels téléphoniques et d'autres méthodes à faible technologie pour aider les parents à superviser l'apprentissage à distance de leurs enfants.

■ Aider les familles à faire face à la charge accrue en matière de soins

L'aide financière – pour compenser la perte de revenus ou payer des solutions de remplacement pour la garde des enfants – ainsi que des conditions de travail flexibles et des modalités de congé généreuses peuvent permettre aux familles de mieux concilier la garde des enfants et l'emploi. Tant les gouvernements que les employeurs ont un rôle à jouer dans la mise en place d'une distribution moins sexiste des tâches liées aux soins non rémunérés au sein des familles. Actuellement, la plupart de ces mesures ne profitent qu'aux personnes ayant un travail formel à temps plein. De nouvelles mesures créatives sont nécessaires pour protéger les travailleurs indépendants, à temps partiel ou informels.

Exemples:

- Les bénéficiaires de l'Urban Productive Safety Net Project en Éthiopie – principalement des femmes chefs de famille – reçoivent une avance de fonds lorsqu'ils sont en congé de leur emploi dans les travaux publics.
- Le Monténégro, la Lettonie, Cuba et l'Allemagne ont introduit des subventions salariales pour couvrir les salaires des parents ou des personnes qui s'occupent de membres de leur famille malades. ➤

Se rétablir de la COVID-19: les arguments en faveur d'un investissement dans la garde d'enfants (a continué)

► ■ Contribuer à modifier les normes sociales en matière de garde d'enfants

Une constatation positive qui a été observée est que les hommes passent plus de temps à s'occuper des enfants pendant la pandémie, même s'ils le font moins que les femmes. Pour maintenir cette tendance, il faudra que les gouvernements, les employeurs et les communautés fassent preuve de leadership. Les gouvernements peuvent aider en promulguant des lois et des politiques qui encouragent et normalisent la participation des femmes au marché du travail, telles que la législation sur l'égalité des salaires.

Exemple:

- Les ateliers qui visent à faire évoluer les inégalités de genre, les campagnes médiatiques et les programmes scolaires ont prouvé qu'ils augmentaient la participation des hommes et des garçons au travail de soins non rémunéré.

2. MESURES VISANT À RÉCOMPENSER LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR DES SERVICES DE GARDE D'ENFANTS ET À ACCROÎTRE LEUR REPRÉSENTATION

■ Améliorer le financement public et privé du secteur des services de garde d'enfants

Des études récentes menées au Canada, en Afrique du Sud, en Turquie et en Uruguay montrent que la garde universelle des enfants peut être un moyen lucratif de s'assurer que les hommes et les femmes s'épanouissent dans la population active. Des recherches menées dans plusieurs PRF-PRI ont montré que des services de garde d'enfants de qualité et accessibles ont des effets positifs sur l'emploi des mères. Les modèles de garde d'enfants non gouvernementaux et de partenariat public-privé peuvent également améliorer la participation des femmes au marché du travail. Les gouvernements peuvent aider les garderies à faire face à la pandémie au moyen de subventions ou de dérogations afin de compenser l'augmentation des coûts de fonctionnement et les pertes de revenus, et de garantir les salaires des travailleurs.

Exemples:

- Dans un quartier à faible revenu de Nairobi, au Kenya, une étude a révélé que les mères qui recevaient des bons de garde d'enfants avaient 17 % de chances supplémentaires d'avoir un emploi et obtenaient 24 % de revenus supplémentaires.
- Le programme élargi de travaux publics de l'Afrique du Sud permet de prendre en charge 185 000 enfants tout en employant 20 000 femmes pour fournir des services de garde.

■ Améliorer le soutien aux travailleurs du secteur des services de garde d'enfants

Les travailleurs domestiques et les travailleurs rattachés à des centres ont besoin d'un soutien financier pour compenser la perte de revenus liée à la COVID-19. Les gouvernements peuvent offrir des programmes alimentaires, des services de santé, des équipements de protection individuelle et des exemptions aux restrictions découlant du confinement obligatoire pour permettre de se rendre au travail et d'en revenir sans pénalité. Les travailleurs domestiques, dont beaucoup sont des migrants, sont confrontés à de plus grandes difficultés pour accéder à l'aide dont ils ont besoin et sont plus vulnérables aux violations de leurs droits.

Les mesures spécifiques comprennent la prestation d'un soutien autonome pour la garde d'enfants par l'intermédiaire de programmes et d'initiatives ciblés, ainsi que des investissements dans le secteur des services de garde d'enfants, et dans des services et des infrastructures publics adaptés à la sexospécificité. Elles comprennent également une « analyse intégrée des soins » portant sur les répercussions des mesures de relance budgétaire prises par les pays pour s'assurer que ce soutien produit l'effet escompté, et qu'il ne contribue pas à renforcer la disproportion des responsabilités des femmes et des filles en matière de soins. Cette analyse est actuellement manquante. ►

Se rétablir de la COVID-19: les arguments en faveur d'un investissement dans la garde d'enfants (a continué)

► Exemples:

- Le Portugal a accordé à tous les migrants et chercheurs d'asile, y compris les travailleurs domestiques migrants, des droits de citoyenneté temporaires dans le contexte de la COVID-19.
- En Inde, on a fait pression pour augmenter le salaire des travailleurs de la garderie rurale d'Anganwadi et pour étendre les protections sociales afin de les couvrir.

■ Inclure les travailleurs du secteur des services de garde d'enfants dans la prise de décision concernant la réponse à la COVID-19

Travailler directement avec les syndicats, les associations et les groupes – et avec les travailleurs eux-mêmes – est la seule façon d'adapter les mesures qui soutiennent et protègent de manière appropriée les travailleurs du secteur de la garde d'enfants.

Exemple:

- En Équateur, les syndicats de travailleurs domestiques ont collaboré avec le ministère du Travail, le Conseil national pour l'égalité des genres, l'OIT et ONU Femmes pour créer une application pour téléphone portable informant les travailleurs de leurs droits.

■ Renforcer leur droit à l'action collective

Travailler directement avec les syndicats, les associations et les groupes – et avec les travailleurs eux-mêmes – est la seule façon d'adapter les mesures qui soutiennent et protègent de manière appropriée les travailleurs du secteur de la garde d'enfants.

Exemple:

- Le gouvernement jamaïcain travaille avec l'OIT pour augmenter la proportion d'emplois formels dans le travail domestique.

ALLER DE L'AVANT : INTÉGRER LA GARDE D'ENFANTS À NOTRE RELANCE APRÈS LA COVID-19

Lorsque les pays sortent de la phase de réponse, ils sont confrontés à des choix difficiles pour faire face aux coûts de la relance. Imposer des mesures d'austérité pour réduire la dette est une tentation évidente, mais elle aurait un coût énorme pour les systèmes de santé, d'éducation et de garde d'enfants qui se sont avérés essentiels à notre résilience et aux progrès en matière d'égalité des genres.

Investir dans la garde d'enfants – et, plus largement, dans les soins – facilitera une reprise plus inclusive. Ces investissements peuvent avoir un effet direct en stimulant l'emploi et le maintien de l'emploi dans le secteur des soins, tout en atténuant les contraintes liées aux soins qui empêchent les femmes de travailler. Il faudra mobiliser des ressources publiques et privées et, dans les PRF-PRI, l'aide étrangère:

- Les gouvernements doivent se tourner vers des sources de financement innovantes, telles que de nouvelles formes d'imposition et de nouvelles programmations conjointes avec les ONG et les partenaires du secteur privé. Le secteur privé doit adopter des politiques et des dispositions favorables à la famille sur le lieu de travail afin de répondre aux besoins des employés en matière de garde d'enfants.
- Les bailleurs de fonds et les institutions financières internationales doivent s'assurer que la garde d'enfants soit abordée de manière holistique dans tous les plans de relance et d'aide fiscale liés à la COVID-19 et destinés aux PRF-PRI. ●

Ce document a été produit en partenariat par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), le programme Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF) en Afrique de l'Est, la Fondation Bill et Melinda Gates, le FemDev, et l'Initiative for What Works to Advance Women and Girls in the Economy (IWWAGE), une initiative de LEAD à l'université de Krea.
Voir la liste complète des références.